



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE

**DU LUNDI 27 AVRIL 2020
EXERCICE 2019**



Société anonyme au capital de 198.000.000,00 de Dirhams
Siège social : Zone Industrielle de Bouskoura 20180 - Casablanca
R. C. Casa n° 2215 - I.F. 02220308 - ICE : 000081601000031

SOMMAIRE

- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET NATIONAL
- FAITS MARQUANTS DU MARCHÉ ET DE L'ENTREPRISE
- ACTIVITÉ ET CHIFFRE D'AFFAIRES
- RESULTATS SOCIAUX DE L'EXERCICE
- PARTICIPATIONS & RESULTATS CONSOLIDES DE L'EXERCICE
- SITUATION DES IMMOBILISATIONS
- DECOMPOSITION DES DETTES FOURNISSEURS PAR ECHEANCE
- PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
- CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES
- GOUVERNANCE
- PERSPECTIVES D'AVENIR
- ANNEXES

Environnement international & national

La croissance mondiale n'a pas dépassé 2,9% en 2019, soit son rythme le plus faible depuis la crise financière de 2009 (FMI) (contre 3,6 % en 2018).

Les incertitudes liées au Brexit et les tensions commerciales entre les deux plus grandes puissances économiques de la planète, la Chine et les Etats-Unis, ont entraîné une hausse des tarifs douaniers et entamé la confiance des entreprises. Ces tensions commerciales auraient coûté 0,8 point de PIB à la croissance mondiale en 2020.

Les pays avancés ont réalisé une croissance de 1,6% contre 2,2% l'an dernier.

Les États-Unis sont le seul pays du Groupe des Sept (OCDE) qui a affiché une croissance supérieure à 2% cette année (2,2%).

L'économie américaine s'est montrée forte en 2019, défiant les craintes de récession. Elle a bénéficié de la vigueur du marché du travail et son impact sur la demande intérieure.

Dans la zone euro, la croissance économique a ralenti à 1,4%, contre 1,8% en 2018. Les barrières commerciales et les tensions géopolitiques accrues, y compris les risques liés au Brexit, ont perturbé les chaînes d'approvisionnement et entravé la confiance, l'investissement et la croissance. D'ailleurs, la croissance britannique a baissé à 1,2% en 2019 contre 1,4% en 2018.

Les pays émergents et en développement se sont démarqués du ralentissement, avec une croissance estimée à 4,1% en 2019. Ainsi, les pays asiatiques ont affiché un PIB en forte progression (6,2 % pour 2019 et 2020). L'Inde a été en tête de course avec +7% annoncés pour 2019.

Freinée par les incertitudes persistantes de l'économie mondiale, la croissance économique en Afrique subsaharienne n'a pas pu décoller en 2019 et s'est établie à 2,6% en 2019, contre 2,5% l'année précédente. La croissance économique dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) a ralenti en 2019, pour s'établir à 0,6% contre 1,2% en 2018, sous l'effet de la baisse des prix du pétrole et de la forte contraction de l'économie iranienne.

Le Maroc a affiché une croissance supérieure à la moyenne de sa région (2,4% selon le HCP), bien qu'en ralentissement. Celui-ci est imputable au repli de la valeur ajoutée du secteur primaire (-2,1%), contribuant ainsi négativement à la croissance du PIB de -0,3 point en 2019 au lieu d'une contribution positive de 0,3 point une année auparavant. Par ailleurs, l'inflation, exprimée par le niveau général des prix, a baissé passant de 1,1% en 2018 à 0,8% en 2019. Concernant le déficit budgétaire, il s'est accentué pour atteindre 4,5% du PIB en 2019 contre 3,7% en 2018. Enfin, le taux de la dette publique globale s'est accru pour atteindre près de 81,3% du PIB en 2019 au lieu 73,4% durant la période 2010-2017 et 60,2% durant 2005-2009. Le taux d'endettement global du Trésor a augmenté à 65,3% du PIB au lieu de 64,9% en 2018.

Faits marquants du marché et de l'entreprise

2019 a été, pour la société Les Eaux Minérales d'Oulmès, une année de reconstruction après une année 2018 exceptionnelle marquée par le boycott. Plusieurs événements et faits ont marqué l'exercice 2019:

STRATEGIE

- Mise en place de l'organisation en business unit ;
- Début des travaux de construction d'une unité de production à Ouagadougou ;
- Mise en chantier et livraison partielle des usines EDT : Oujda et Agadir ;

FINANCE

- Remboursement de l'avant dernière annuité de l'emprunt obligataire ;
- Emission obligataire par placement privé d'une enveloppe de 300 MDh ;

SUPPLY CHAIN

- Renforcement de la flotte logistique ;
- Réorganisation de la fonction distribution ;

INDUSTRIEL

- Augmentation de la cadence de la ligne de production de Sidi Ali 2L pour répondre à une demande grandissante ;
- Passage au col court pour le format 33 cl et pour Bahia 1,5 L ;
- Mise en service d'une nouvelle ligne évolutive pour les bonbonnes Bahia ;

COMMERCIAL

- Nouvelle politique commerciale en termes de remises et de ristournes ;
- Augmentation du prix de vente public de Bahia à 4 Dhs pour le format 1,5 L et 10 Dhs pour le 5L ;
- Refonte de la tarification nationale des produits Eau de table ;

CAPITAL HUMAIN

- Renforcement du management et du middle management ;
- Renforcement de la fonction S&OP ;
- Digitalisation de la gestion du personnel ;
- Amélioration des KPIs : accidents du travail, heures supplémentaires...

MARKETING

- Enrichissement de la gamme 33 cl de Sidi Ali avec les nouveaux formats kids et foot ;
- Lancement de la marque Banga en 2 formats (40cl et 1L) et 3 arômes (Tropical, Agrume et Pomme) ;
- Refonte de la marque Bahia avec une nouvelle identité visuelle ;
- Lancement de Bahia 33 cl avec un PVC de 1,5 Dhs TTC ;
- Nouvelle identité visuelle et plateforme de communication pour Ain Atlas ;

QHSE

- Reconduction des certifications ISO 9001 v.2015, ISO 14001 v.2004, ISO 22000 v.2005 et OHSAS 18001 v.2007

Activité & chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires net social de l'année 2019 affiche une progression de 10% pour s'établir à 1.639 millions de dirhams, après une année 2018 particulièrement difficile.

Le portefeuille des Eaux Minérales Naturelles enregistre une évolution de +10,8% en litres, +6,4% en bouteilles et +10% en valeur.

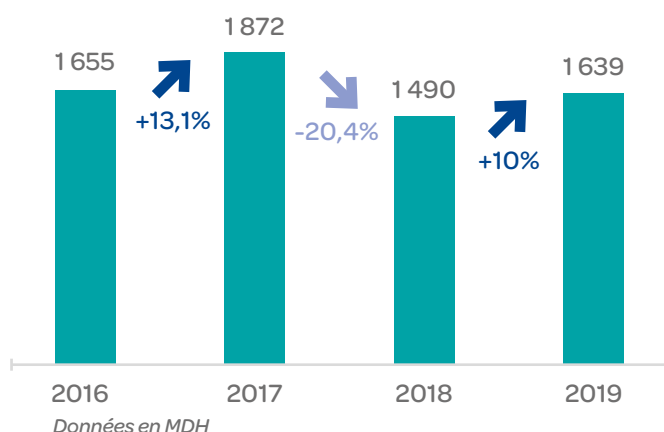
Par marque, Sidi Ali améliore ses ventes de +19%, soit +106 MDh entre 2018 et 2019 notamment grâce au format 2L. Oulmès affiche une croissance de 11% vs 2018 soit +19

MDh du chiffre d'affaires. Ain Atlas affiche des revenus en stagnation après une forte croissance de 160% observée en 2018, année du boycott de Sidi Ali.

L'Eau de Table Bahia a accusé une légère régression de -1% en litres et -7% en cols. En valeur, elle a réalisé une croissance de +3%.

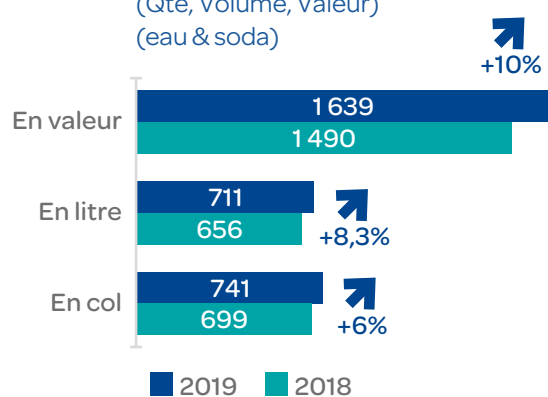
L'activité boissons gazeuses (Orangina et Banga) a enregistré une croissance de 67% par rapport à l'année 2018. Elle représente 3,4% du chiffre d'affaires net de l'entreprise contre 2,5% l'an dernier.

Evolution du chiffre d'affaires en valeur



Evolution des ventes

(Qté, Volume, Valeur)
(eau & soda)



Résultats Sociaux 2019

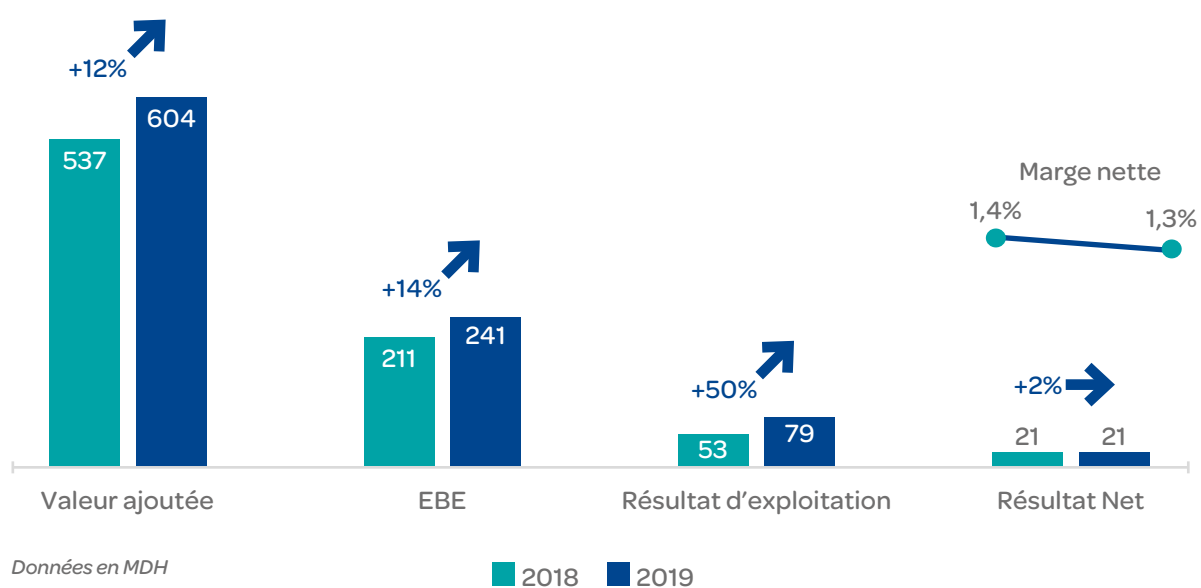
Les indicateurs financiers de l'entreprise affichent une évolution favorable suite à la reprise d'activité.

Les soldes économiques, Valeur Ajoutée et Excédent Brut d'Exploitation, ont augmenté respectivement de +12% et +14% par rapport à l'exercice 2018. Leur poids rapporté au chiffre d'affaires s'apprécie, respectivement, de +0,8 pts et +0,5 pts.

Le résultat d'exploitation de l'exercice a augmenté de 50% à 72 MDh comparé à 2018. La marge d'exploitation s'est établie à 4,8% en augmentation de 1,3 pts par rapport à l'année dernière.

Le résultat financier passe de -32 MDH à -50 MDH. Ramené au chiffre d'affaires, le poids du résultat s'établit à -3%. Les charges financières se sont inscrites en hausse par rapport à 2018, sous l'effet de l'accroissement de l'endettement et la réalisation des investissements.

En définitive, le résultat net comptable de l'exercice affiche un bénéfice de 21,3 MDh en légère croissance de 2,5% par rapport à 2018. La marge nette s'établit à 1,3% contre 1,4% l'année dernière.



Filiales et Participations de la société

Raison sociale	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %
Eau Technologie Environnement «ETE»	Captage, exploitation, industrie et commerce de toutes sortes de boissons	5 438 400	55%
OULMES DRINKS DEVELOPMENT «ODD»	Extraire, fabriquer, importer et exporter embouteiller, promouvoir et distribuer tous types de boissons	30 000 000	100%
ORANGINA MAROC	Extraire fabriquer importer et exporter embouteiller promouvoir et distribuer tout type de boissons	22 000 000	34%
SENEGAL WATER & BEVERAGES COMPANY SA	Extraire, fabriquer, importer et exporter embouteiller, promouvoir et distribuer tous types de boissons	3 107 105	100%
SOCIETE AFRICAINE DES BOISSONS ET EAUX MINERALES «SABEM»	Extraire, fabriquer, importer et exporter embouteiller, promouvoir et distribuer tous types de boissons	10 124 299	55%

Oulmès Drinks Development est la filiale spécialisée dans la production de boissons gazeuses. C'est le franchisé du Groupe Suntory Beverages & Food au Maroc pour les produits Orangina et Banga. Elle a réalisé en 2019 un chiffre d'affaires de 48,6 MDh pour un résultat net de -2,0 MDh.

Orangina Maroc est la société de promotion et de distribution des produits Orangina et Banga au Maroc. Elle a réalisé en 2019 un chiffre d'affaires de 48,7 MDh pour un résultat net de -16,5 MDh.

En Afrique subsaharienne, la société Les Eaux Minérales d'Oulmès est présente au :

Bénin à travers **Eau Technologie Environnement** qui produit et distribue l'eau en bouteille sous la marque Fifa de Sainte Luce.

Burkina Faso via la **Société Africaine de boissons et d'Eaux Minérales (SABEM)**. Le chantier de construction de l'usine a été entamé fin 2019 et la production devrait démarrer fin 2020.

Sénégal à travers la **société Sénégal Water and Beverages Company** qui a acquis en 2019 un terrain contenant une source d'eau dans le pays. Le chantier de construction de l'usine devrait commencer incessamment sous peu.

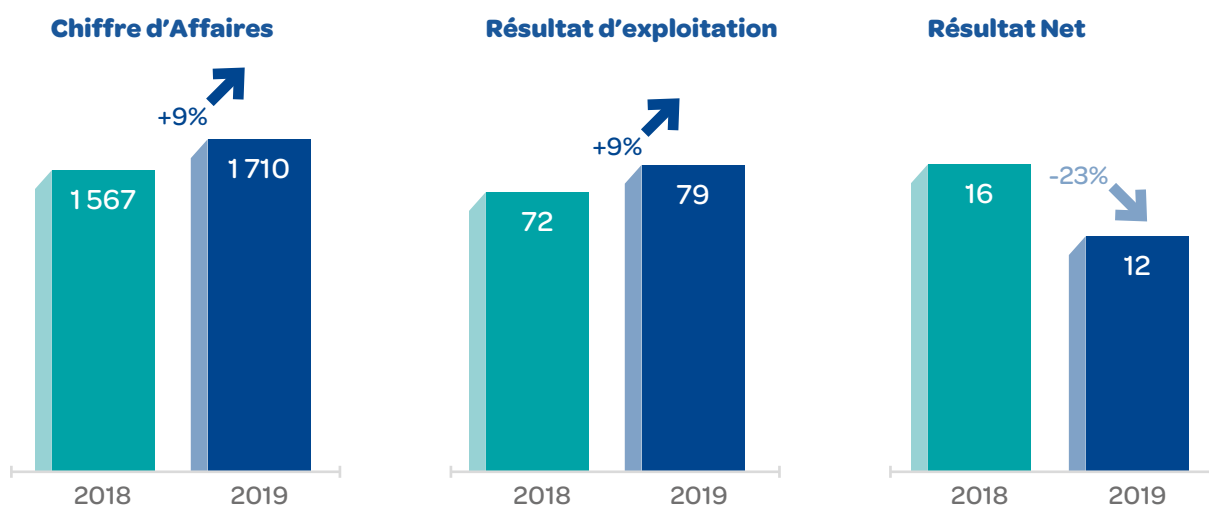
Résultats Consolidés 2019

Le Groupe les Eaux Minérales d'Oulmès avec 3 filiales en exploitation (Eau Technologie Environnement (E.T.E), Oulmès Drinks Development et Orangina Maroc) a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires consolidé de 9,1%, à 1 710 MDh à fin décembre 2019.

Le résultat d'exploitation consolidé a augmenté de 9%, à 79 MDh comparé à 2018.

Le résultat financier consolidé passe de -37 MDh à -49 MDh.

Enfin, le résultat net part du groupe s'établit à 12 MDh contre 16 MDh en 2018, soit une baisse de 23%. La marge nette s'est établie à 0,7% contre 1% en 2018.



Situation des immobilisations au 31 décembre 2019

Les immobilisations en non-valeur de la société, incorporelles et corporelles, affichent une valeur brute au 31 Décembre 2019 de 2 921 260 734,80 Dh contre une valeur en début d'exercice de 2 707 691 085,04 Dh, soit une augmentation nette de 8%.

Cette hausse est le résultat de la politique d'investissement traduite cette année par l'affectation d'une enveloppe de plus de 212 MDh aux investissements programmés.

Le tableau des immobilisations autres que financières se présente comme suit :

	Montant
Valeur brute au 31/12/2018 (Dh)	2 707 691 085
Augmentation	
- Immobilisations en non valeurs	23 622 847
- Immobilisations incorporelles	1 554 465
- Immobilisations corporelles	189 398 140
Total Augmentations (Dh)	214 575 452
	- Cessions et régulations
	1 005 802
Total diminutions (Dh)	1 005 802
Variation Nette (Dh)	213 569 650
Valeur Brute au 31/12/2019 (Dh)	2 921 260 735

En y intégrant les titres de participation des filiales et les autres créances financières, la valeur brute de l'actif immobilisé s'élève à 3 000 144 831,51 Dh contre 2 784 099 074,55 Dh à fin décembre 2018, soit une augmentation de 7,8%.

Au cours de l'exercice 2019, la société a pratiqué des amortissements pour une valeur de 168 932 870,50 Dh contre 160 884 618,74 Dh dotés l'année dernière (soit +5% ou 8 MDh).

Ainsi, l'Actif Immobilisé Net enregistre une évolution nette de 40 638 388,68 Dh, soit une augmentation +3,2% par rapport à 2018, pour s'établir à 1 317 595 457,01 Dh.

Décomposition des dettes fournisseurs par échéance

Au 31 décembre 2019, les dettes fournisseurs s'élèvent à 195 MDh dont 160 MDh (ou 82%) non échues à la date de clôture de l'exercice.

Par ailleurs, 10% des dettes fournisseurs (ou 31 MDh) sont échues de plus de 90 jours dont 7 MDh concernent des réceptions non

suivies, à la date de clôture, par des factures en bonne et due forme.

Les factures échues de plus de 90 jours enregistrent une augmentation de 32%. Elles étaient à 10% du total des dettes en 2018 contre 16% en 2019.

La situation des dettes fournisseurs par échéance est résumée dans le tableau suivant :

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A=B+C+D+E+F	(B) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues			
			(C) Dettes échues de moins 30 jours	(D) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(E) Dettes échues entre 61 et 90 jours	(F) Dettes échues de plus de 90 jours
Date de clôture Exercice 2018	233 237 077	202 640 495	4 750 359	2 207 954	381 816	23 256 454
Date de clôture Exercice 2019	194 543 252	159 693 474	2 572 411	870 334	666 686	30 740 347
Fournisseurs locaux	86 958 387	77 888 531	1 398 577	484 168	323 790	6 863 320
Fournisseurs étrangers	52 241 987	35 254 429	312 767	-	-	16 674 792
Fournisseurs Effets à payer	9 203 984	9 203 984	-	-	-	-
Fournisseurs factures non parvenues OV	17 137 725	8 345 361	861 067	386 167	342 895	7 202 235
Fournisseurs factures non parvenues provisions	8 629 634	8 629 634	-	-	-	-
Fournisseurs factures non parvenues RFA	20 371 536	20 371 536	-	-	-	-
Factures pénalités RFS non parvenues	-	-	-	-	-	-

Proposition d'affectation du résultat

Le résultat net au 31 décembre 2019 s'élève à 21,3 MDh contre 20,8 MDh au 31 décembre 2018, en légère augmentation de 0,5 MDh en valeur et de 2,5% en pourcentage.

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos comme suit :

Bénéfice net de l'exercice (Dh)	21 304 166,21
Dotations à la réserve légale (Dh)	-
Solde (Dh)	21 304 166,21
Report à nouveau antérieur (Dh)	117 917 050,67
Solde (Dh)	139 221 216,88

À affecter au crédit du compte report à nouveau

Conventions réglementées

Conformément aux dispositions légales, les commissaires aux comptes vous donneront lecture de leur rapport spécial relatif aux conventions visées aux articles 56 et suivants de la loi 17-95 sur les sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée.

Vous voudrez bien approuver ledit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Gouvernance

1- Le Conseil d'Administration

Conformément à l'article 16 des Statuts, la Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres au moins et de quinze (15) membres au plus, y compris les administrateurs indépendants.

Les Administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

Ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire même si cette question n'est pas prévue à l'ordre du jour.

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'Administration de la société LES EAUX MINERALES D'OULMES est composé comme suit :

Administrateurs	Fonction au sein du Conseil d'Administration	Date de désignation	Échéance du mandat
Monsieur Mohamed Hassan BENSALAH	Président Directeur Général	AGO du 09/05/2017	AGO statuant sur les exercices clos le 31/12/2022
Madame Latifa BENSALAH née EL MOUTARAJJI	Administrateur	AGO du 27/04/2014	AGO statuant sur les exercices clos le 31/12/2019
Madame Miriem BENSALAH épouse CHAQROUN	Vice-Présidente (Directeur Général Déléguée)	AGO du 05/05/2016	AGO statuant sur les exercices clos le 31/12/2024
Monsieur Mustapha FARIS	Administrateur	AGO du 06/05/2019	AGO statuant sur les exercices clos le 31/12/2021
Monsieur Abdeltif TAHIRI	Administrateur	AGO du 05/05/2016	AGO statuant sur les exercices clos le 31/12/2024
HOLMARCOM représentée par Monsieur Mohamed Hassan Bensalah	Administrateur	AGO du 30/04/2018	AGO statuant sur les exercices clos le 31/12/2021
OMI représentée par Monsieur Karim CHIOUAR	Administrateur	AGO du 30/04/2018	AGO statuant sur les exercices clos le 31/12/2023
SANAD représentée par Monsieur Abdelilah LAAMARTI	Administrateur	AGO du 30/04/2018	AGO statuant sur les exercices clos le 31/12/2023
ATLANTA représentée par Monsieur Jalal BENCHEKROUN	Administrateur	AGO du 30/04/2018	AGO statuant sur les exercices clos le 31/12/2023

Les différents mandats de chaque administrateur sont, conformément à l'article 142 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-19 (publiée au BO du 29/04/2019), en annexe du présent rapport de gestion.

2- Renouvellement du mandat d'un Administrateur

Nous vous informons que le mandat d'un membre du Conseil d'Administration, à savoir :

Madame Latifa BENSALAH née EL MOUTARAJJI

arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Nous vous proposons, conformément aux dispositions de la loi et des statuts, de renouveler son mandat pour une durée de trois (3) années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

3- Proposition de désignation de deux administrateurs

Conformément aux dispositions de l'article 41bis de la loi 20-19 modifiant et complétant la loi 17-95 sur la société anonyme, nous vous proposons la désignation de :

1. Madame Frannie A. LEAUTIER, et

2. Monsieur Hamid BOUIDAR

en qualité d'Administrateurs indépendants de la Société, pour une durée de trois (3) années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Madame Frannie A. LEAUTIER

Actuellement Conseiller spécial du président Directeur exécutif de la gestion d'actifs de la Banque de commerce et de développement (TDB), Dr Frannie Léautier, originaire de la Tanzanie, est une experte africaine des finances et du développement, avec une longue expérience mondiale dans la direction et la transformation d'organisations dans les domaines privé, public et sans but lucratif. Avant de rejoindre TDB, elle a été vice-présidente principale de la Banque Africaine de Développement, vice-présidente du Groupe de la Banque Mondiale et secrétaire exécutive de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique. En plus d'avoir fondé deux sociétés, le Dr Léautier est membre du Conseil d'Administration, conseiller spécial, fondateur et membre d'un certain nombre d'organisations internationales et régionales prestigieuses, dont le Forum économique mondial (WEF), la Fondation des Nations Unies, le Massachusetts Institute of Technology (MIT), OCP Group et African Economic Research Consortium (AERC). De même, elle est un auteur et universitaire bien reconnue, ayant publié de nombreux livres et articles en finance, économie et développement international et ayant enseigné des cours de deuxième cycle à Sciences Po Paris, MIT, Harvard, Duke et à l'Université de Tokyo. En plus de son diplôme en génie civil de l'Université de Dar Es Salaam et d'une maîtrise en transport du MIT, Mme Léautier est titulaire d'un doctorat en systèmes d'infrastructure du MIT. Elle détient également des doctorats honorifiques dont un en droit de l'Université de Lancaster.

Monsieur Hamid BOUIDAR

Ingénieur en électrotechnique et en électronique de l'Ecole Mohammedia d'Ingénieurs, Hamid BOUIDAR a complété sa formation avec un diplôme en économie et en management d'entreprise de la Faculté de Droit de Casablanca et un diplôme du Cycle Supérieur de Gestion obtenu en 1978 à l'ISCAE. Il entame sa carrière au sein de la Direction Financière de COSUMAR, d'abord dans le contrôle de gestion puis en tant que Directeur chargé du Financier et de l'Informatique jusqu'en 1987. Il cumule dès 1986 ses fonctions à Cosumar avec celle de Directeur Financier du Groupe ONA. En 1989, tout en étant à la tête de la Direction Financière de l'ONA, il devient Directeur Général des Industries sucrières du groupe ONA. Depuis, Hamid Boudar a assumé des charges de directions générales au sein du groupe ONA-SNI (Cosumar, Centrale Laitière, Brasseries du Maroc...). Il a exercé des fonctions similaires en Algérie auprès du partenaire local de Coca-Cola. Il enseigne à l'ISCAE, HEM et l'ISTB et accompagne aussi des entreprises souhaitant lancer un redéploiement stratégique.

A noter que, conformément aux nouvelles dispositions légales, Mme LEAUTIER et M. BOUIDAR, une fois désignés par votre Assemblée, seront tous les deux membres du Comité d'Audit de la Société, M. BOUIDAR devant, conformément aux mêmes dispositions, en assurer la Présidence.

4- Le Comité d'Audit

Emanation du Conseil d'Administration, le Comité d'Audit a pour principales missions d'assister le Conseil d'Administration en assurant le suivi de l'élaboration et du contrôle des informations comptables et financières ainsi que la surveillance de l'efficacité des systèmes de contrôle interne.

Au 31 décembre 2019, le Comité d'Audit de la société LES EAUX MINERALES D'OULMES est composé comme suit :

Nom	Fonctions exercées	Fonction au sein du Comité
M. Mustapha FARIS	Administrateur	Président du Comité
M. Abdeltif TAHIRI	Administrateur	Membre
M. Karim CHIOUAR	Directeur Général Délégué Holmarcom Group	Membre
M. Mustapha BERRISSOUL	Conseiller Fiscal Holmarcom Group	Membre

Perspectives d'avenir

Tous les experts et analystes économiques s'accordent sur une forte récession de l'économie mondiale en 2020 en raison de la pandémie du Covid-19 et des politiques de confinement adoptées pour limiter la propagation de l'épidémie.

Le Maroc ne devrait pas échapper à cette crise et la société Les Eaux Minérales d'Oulmès risque également de devoir faire face à une baisse de son niveau d'activité.

A la date de cette assemblée, il est encore impossible de prédire l'impact du repli sur les comptes de la société, et ce tant que la propagation du virus est en cours et que les conditions de déconfinement dans notre pays restent méconnues. La société actualise ses prévisions au jour le jour en fonction des données disponibles. Toutefois, forte de sa nouvelle organisation, de son capital humain et de son plan de compression des charges adopté pour limiter les conséquences de cette crise inédite, l'impact du repli d'activité pourrait être atténué et la société devrait pouvoir faire face aux enjeux financiers de 2020 et surtout aux défis de 2021 en toute sérénité.

Ainsi, pour 2020, la société priorisera notamment :

- Le renforcement de la notoriété de ses marques ;
- La conquête de nouvelles parts de marché ;
- La réorganisation des processus en favorisant l'agilité et la productivité du capital humain ;
- La poursuite de la refonte visuelle des marques ;
- Les innovations au niveau des produits ;

Sur le plan africain, les projets de construction de usines au Burkina Faso et au Sénégal avancent. Parallèlement, le Groupe les Eaux Minérales d'Oulmès poursuit sa prospection dans d'autres pays subsahariens, notamment en Côte d'Ivoire.

Afin de soutenir ses projets de développement, les Eaux Minérales d'Oulmès consacre, pour 2020, un budget d'investissement d'environ 180 MDh.

Les résolutions que nous vous soumettons sont conformes à nos propositions et nous vous invitons à les approuver.

Par ailleurs, votre Conseil se tient à votre disposition pour vous donner tous renseignements complémentaires qui pourraient vous être nécessaires.

Enfin, nous vous remercions de votre aimable attention.

Le Conseil d'Administration

Annexes

1- Comptes sociaux au 31 décembre 2019

BILAN ACTIF					
(Montants en dhs)		31-Déc-19			31-Déc-18
		Brut	Amortissement	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations en non valeur (A)	89 657 430	62 832 447	26 824 982	9 014 553
	Frais préliminaires				
	Charges à répartir	89 657 430	62 832 447	26 824 982	9 014 553
	Primes de remboursement des obligations				
	Immobilisations incorporelles (B)	27 461 589	13 622 245	13 839 344	11 054 940
	Immobilisations en recherche et développement				
	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	27 461 589	13 622 245	13 839 344	11 054 940
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations corporelles (C)	2 804 141 716	1 598 614 882	1 205 526 834	1 180 479 586
	Terrains	48 325 324		48 325 324	48 325 324
	Constructions	477 588 862	223 938 124	253 650 738	254 189 120
	Installations techniques, matériel et outillage	2 078 982 254	1 321 436 322	757 545 932	722 939 240
	Matériel de transport	11 617 738	9 643 600	1 974 138	1 929 358
	Mobilier de bureau, aménagements divers	63 374 737	43 596 836	19 777 900	15 019 091
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours	124 252 801		124 252 801	138 077 453
	Immobilisations financières (D)	78 884 097	7 479 800	71 404 297	76 407 990
	Prêts immobilisés				
	ACTIF CIRCULANT	Autres créances financières	10 023 192		10 023 192
Titres de participation		68 860 904	7 479 800	61 381 104	63 349 244
Autres titres immobilisés					
Ecart de conversion - Actif (E)					
Diminution des créances immobilisées					
Augmentation des dettes financières					
TOTAL I (A+B+C+D+E)		3 000 144 832	1 682 549 375	1 317 595 457	1 276 957 068
Stocks (F)		323 165 385	3 993 471	319 171 914	247 495 235
Marchandises		14 840 532		14 840 532	39 258 699
Matières et fournitures consommables		290 960 942	3 993 471	286 967 471	191 899 630
ACTIF CIRCULANT	Produits en cours				
	Produits intermédiaires et résiduels				
	Produits finis	17 363 910		17 363 910	16 336 906
	Créances de l'actif circulant (G)	596 649 511	64 623 716	532 025 795	482 856 961
	Fournisseurs débiteurs, avances & acomptes	29 499 209		29 499 209	19 941 544
	Clients et comptes rattachés	459 464 933	55 134 422	404 330 511	329 831 544
	Personnel	4 458 541		4 458 541	4 281 657
	État	58 098 778		58 098 778	80 259 343
	Compte d'associés	6 691 831		6 691 831	1 806 200
	Autres débiteurs	34 656 968	9 489 294	25 167 674	42 138 341
	Comptes de régularisation actif	3 779 251		3 779 251	4 598 332
	Titres et valeurs de placement (H)	58 000		58 000	58 000
	Ecarts de conversion-Actif (I)	543 151		543 151	695 470
	TOTAL II (F+G+H+I)	920 416 047	68 617 187	851 798 860	731 105 667
TRESORERIE	Chèques et valeurs à encaisser	20 728 699		20 728 699	32 659 220
	Banques, T G et C C P	216 378 489		216 378 489	45 773 508
	Caisses, Régies d'avances et accreditifs	1 381 955		1 381 955	1 375 865
	TOTAL III	238 489 143	-	238 489 143	79 808 593
TOTAL GÉNÉRAL		4 159 050 022	1 751 166 562	2 407 883 461	2 087 871 328

1- Comptes sociaux au 31 décembre 2019 -suite-

BILAN PASSIF

(Montants en dhs)		31-Déc-19	31-Déc-18
FINANCEMENT PERMANENT	Fonds propres		
	Capital social ou personnel (1)	198 000 000	198 000 000
	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
	Capital appelé		
	dont versé		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	166 980 000	166 980 000
	Ecart de réévaluation		
	Réserve légale	19 800 000	19 800 000
	Autres réserves	37 687 000	37 687 000
	Report à nouveau (2)	117 917 051	97 122 643
	Résultats nets en instance d'affectation (2)		
	Résultat net de l'exercice (2)	21 303 705	20 794 407
	Total des capitaux propres (A)	561 687 756	540 384 051
	Capitaux propres assimilés (B)		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
PASSIF CIRCULANT	Dettes de financement (C)	917 124 346	790 000 000
	Emprunts obligataires	360 000 000	120 000 000
	Autres dettes de financement	557 124 346	670 000 000
	Provisions durables pour risques et charges (D)		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Ecart de conversion - Passif (E)		
	Augmentation de créances immobilisées		
	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I (A + B + C + D + E)	1 478 812 102	1 330 384 051
PASSIF CIRCULANT	Dettes du passif circulant (F)	413 815 617	429 933 920
	Fournisseurs et comptes rattachés	194 543 252	233 237 077
	Clients créditeurs, avances et acomptes	14 340 162	14 071 650
	Personnel	3 967 534	4 671 594
	Organismes sociaux	14 484 218	13 909 916
	État	172 006 001	150 869 668
	Comptes d'associés	1 583 859	1 583 859
	Autres créanciers		
	Comptes de régularisation - passif	12 890 589	11 590 157
	Autres provisions pour risques et charges (G)	543 151	695 470
TRESORERIE	Ecart de conversion Passif (éléments circulants) (H)	344 424	369 657
	TOTAL II (F + G + H)	414 703 192	430 999 048
	TRÉSORERIE PASSIF		
TRESORERIE	Crédits d'escompte		
	Crédits de trésorerie	395 134 954	240 000 000
	Banques de régularisation	119 233 213	86 488 230
TOTAL III		514 368 167	326 488 230
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		2 407 883 461	2 087 871 328

1- Comptes sociaux au 31 décembre 2019 -suite-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)					
	(Montants en dhs)		Exercice du 1 janvier 2019 au 31 décembre 2019		
	NATURE		OPERATIONS		
			Propres à l'exercice	Conce nant les exercices précédents	
			(1)	(2)	3= 1 + 2
EXPLOITATION	I	Produits d'exploitation			
		Ventes de marchandises (en l'état)	56 225 887		37 668 058
		Ventes de biens et services produits	1 582 978 583		1 452 787 162
		Chiffre d'affaires	1 639 204 470		1 490 455 220
		Variation de stocks de produits (+ ou -) (1)	1 027 004		1 650 568
		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même			5 158 048
		Subventions d'exploitation			
		Autres produits d'exploitation			
		Reprises d'exploitation : transferts de charges	8 646 379		8 658 714
		TOTAL I	1 648 877 854		1 505 922 551
	II	Charges d'exploitation			
		Achats revendus (2) de marchandises	71 910 878		33 377 609
FINANCIER		Achats consommés (2) de matières et fournitures	546 469 473		499 234 983
		Autres charges externes	418 261 852	23 989	427 567 606
		Impôts et taxes	146 201 873		134 526 274
		Charges de personnel	216 050 877		191 176 676
		Autres charges d'exploitation	143		1 250 122
		Dotations d'exploitation	170 606 842		165 844 384
		TOTAL II	1 569 501 938	23 989	1 452 977 655
	III	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			79 351 927
	IV	Produits financiers			
		Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	1 439 422		2 045 589
		Gains de change	1 224 781		1 994 127
		Intérêts et autres produits financiers	1 178 692		625 889
		Reprises financières : transferts de charges	695 470		297 516
		TOTAL IV	4 538 365		4 963 120
	V	Charges financières			
		Charges d'intérêts	41 548 341		34 305 555
		Pertes de change	869 046		1 866 842
		Autres charges financières	3 671 841		
		Dotations financières	8 022 951		680 993
		TOTAL V	54 112 179		36 853 391
	VI	RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)			-49 573 814
	VII	RÉSULTAT COURANT (III + VI)			21 054 626
NON COURANT	VIII	PRODUITS NON COURANTS			
		Produits de cessions d'immobilisations	208 139		599 486
		Subvention d'équilibre			
		Reprises sur subventions d'investissement			
		Autres produits non courants	21 465 073		81 691 205
		Reprises non courantes : transferts de charges			
		TOTAL VIII	21 673 212		82 290 691
	IX	CHARGES NON COURANTES			
		Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	500		14 724
		Subventions accordées			
		Autres charges non courantes	17 733 628		70 485 238
		Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions			
		TOTAL IX	17 734 128		70 499 962
	X	RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)			3 939 084
	XI	RÉSULTAT AVANT IMPOTS (VII+ ou - X)			33 717 196
	XII	IMPOTS SUR LES RESULTATS			12 413 491
	XIII	RÉSULTAT NET (XI - XII)			21 303 705
	XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			1 675 089 430
	XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			1 653 785 725
	XVI	RÉSULTAT NET (total produits - total charges)			21 303 705

2- Comptes consolidés au 31 décembre 2019

Règles et méthodes comptables

A- Principes comptables

Les comptes consolidés ont été établis en application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26 mai 2005 et conformément aux dispositions de l'Annexe III.2.A. de la circulaire de l'AMMC qui fixe le contenu de l'information proforma et l'Annexe III.2.I. portant sur les États de synthèse semestriels.

B- Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation appliquées dépendent du type de contrôle liant l'entreprise concernée à la maison-mère :

Intégration globale (IG) : Cette méthode est appliquée lorsque le Groupe détient un contrôle exclusif sur sa filiale. Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. La méthode de l'intégration globale permet de répartir le résultat et les capitaux propres entre les intérêts du Groupe et les intérêts hors Groupe (intérêts minoritaires),

Intégration proportionnelle (IP) : Cette méthode s'applique aux entreprises soumises au contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord. La méthode de l'intégration proportionnelle consiste à intégrer uniquement les pourcentages d'actifs, de passifs, de charges et de produits revenant aux seuls intérêts du Groupe.

Mise en équivalence (MEE) : Cette méthode s'applique aux entreprises sur lesquelles le Groupe a une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles

d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La méthode de la mise en équivalence consiste à valoriser les titres de participation de l'entreprise consolidée en fonction des capitaux propres de celle-ci, la quote-part de résultat de la filiale étant prise en compte dans le résultat consolidé.

C- Périmètre et règles de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend la société mère Les Eaux Minérales d'Oulmès et ses filiales :

Entité	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
ETE	Intégration globale	55%	55%
ODD	Intégration globale	100%	100%
ORANGINA	Mise en équivalence	34%	34%

ETE

Eau Technologie Environnement, société de droit béninois, détenue par Les Eaux Minérales d'Oulmès dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement en Afrique et plus particulièrement l'Afrique subsaharienne. Les comptes sociaux de la société ETE ont fait l'objet d'un audit d'un commissaire aux comptes pour les exercices 2015 et 2016 ayant servi de base aux travaux de consolidations.

ODD

Oulmès Drinks Development, société créée au mois d'avril 2016 et détenue à 100% par les Eaux Minérales d'Oulmès, avec un capital de MMAD 30. La société a pour activité la fabrication et la distribution de tout type de boissons. Elle devrait constituer le fournisseur exclusif d'Orangina Maroc.

OM

Orangina Maroc, détenue par les Eaux Minérales d'Oulmès à hauteur de 34% depuis avril 2016. Elle a essentiellement pour objet le commerce, la promotion et la distribution de tout type de boissons appartenant au groupe Suntory Food and Beverages.

D- Conversion des états financiers des filiales étrangères

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Le Dirham est la monnaie de fonctionnement du Groupe. Ainsi, les comptes des filiales installées à l'étranger ont été convertis en MAD la monnaie de présentation des états de synthèse consolidés.

E- Date de clôture des exercices

Les résultats des sociétés consolidées correspondent à une période de 12 mois se terminant le 31 Décembre de chaque année. Toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe ont établi des comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

F- Comptes et opérations réciproques

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au groupe (dividendes, plus-values...).

Les soldes bilanciels, les produits et les charges résultants des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

G- Retraitements de consolidation

Immobilisations en non-valeurs

Les immobilisations en non valeurs, constituées des frais préliminaires et des charges à répartir, sont annulées en consolidation, ces immobilisations constituent des charges de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées, au même titre leurs amortissements sont annulés.

Ecarts de conversion

Les gains de change latents, comptabilisés en écarts de conversion passif dans le bilan devraient être enregistrés au compte de produits et charges au cours de la période à laquelle ils se rapportent. Aussi, les écarts de conversion actifs ont été annulés en contrepartie de la provision pour risques et charges correspondante.

Immobilisations acquises par crédit-bail

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de crédit-bail devraient être comptabilisés au bilan sous forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant, au compte de produits et charges, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de

l'acquisition. Cependant, lorsque ces écarts sont négatifs, ces derniers sont inscrits en provision pour risques et charges et repris sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les mêmes hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Les comptes consolidés du groupe comprennent un écart d'acquisition suite à l'entrée dans le périmètre de la filiale ETE, amortie sur une durée de 10 ans.

Impôts différés

Les impositions différées résultent de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements d'homogénéisation qui ont une incidence sur la base taxable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

Homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles

Le retraitement d'homogénéisation des durées d'amortissement des immobilisations corporelles consiste à harmoniser la durée d'amortissement de ces dites immobilisations en fixant une durée économique au lieu d'une durée admise fiscalement.

H- Règles et méthodes d'évaluation

Les règles d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés sont les mêmes que celles appliquées pour les comptes annuels individuels et édictées par le Code Général de la Normalisation Comptable (C.G.N.C.).

Les principales méthodes d'évaluation utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Elles sont constituées essentiellement des brevets, licences, logiciels et droits similaires correspondants à des dépenses faites pour l'obtention de l'avantage représenté par la protection accordée au bénéficiaire du droit d'utilisation. La durée d'amortissement de ces immobilisations s'étale sur 5 ans.

Immobilisations corporelles

A leur entrée dans le patrimoine de la société, les immobilisations corporelles acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition, celles produites par l'entreprise pour elle-même, à leur coût de production. Ces coûts s'entendent hors TVA récupérable. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur la valeur d'origine du bien dans la limite des taux indiqués par l'administration fiscale et admis par l'usage de la profession.

Stock

Les stocks des matières premières sont évalués au coût d'achat et suivant la méthode du coût moyen pondéré.

2- Comptes consolidés au 31 décembre 2019 -suite-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)				
Nature (en milliers de dirhams)	31/12/2019		31/12/2018	
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 722 291	100,7%	1 584 079	100,1%
* Chiffre d'affaires	1 710 080	100,0%	1 566 758	100,0%
* Autres produits d'exploitation	12 211	0,7%	17 321	1,1%
CHARGES D'EXPLOITATION	1 643 782	96,1%	1 511 998	96,5%
* Achats consommés	645 889	37,8%	573 460	36,6%
* Charges externes	441 071	25,8%	430 574	27,5%
* Impôts et taxes	150 581	8,8%	137 840	8,8%
* Charges de personnel	225 896	13,2%	199 671	12,7%
* Autres charges d'exploitation	1 632	0,1%	2 914	0,2%
* Dotations d'exploitation	178 714	10,5%	167 539	10,7%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	78 509	4,6%	72 081	4,6%
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	-48 757	-2,9%	-37 313	-2,4%
RÉSULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES	29 751	1,7%	34 768	2,2%
CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS	4 251	0,2%	11 606	0,7%
* Impôts sur les résultats	14 542	0,9%	14 145	0,9%
* Impôts sur les résultats différés	-2 214	-0,1%	4 904	0,3%
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	21 674	1,3%	27 325	1,7%
* Quote part des résultats des entreprises mises en équivalence	-5 578	-0,3%	-7 480	-0,5%
* Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1 700	0,1%	1 700	0,1%
* Reprises sur écarts d'acquisition négatif	-	0,0%	-	0,0%
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	14 395	0,8%	18 145	1,2%
INTERETS MINORITAIRES	2 290	0,1%	2 386	0,2%
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	12 105	0,7%	15 758	1,0%
Résultat par action en DH	6,11	-	8,0	-

2- Comptes consolidés au 31 décembre 2019 -suite-

BILAN ACTIF (en milliers de dirhams)		
ACTIF	31/12/2019	31/12/2018
Actif Non Courant	1 540 710	1 514 999
Ecart d'Acquisition	8 502	10 203
Immobilisations en non valeur		
Immobilisations Incorporelles	13 877	11 143
Immobilisations Corporelles	1 498 223	1 476 901
Immobilisations Financières	20 069	16 708
Titres mis en équivalence		
Impôts Différés Actif	38	44
Actif Courant	1 115 060	836 934
Stocks et Encours	332 554	258 788
Clients et Comptes Rattachés	400 888	332 801
Autres Créances et Comptes de Régularisation	135 655	157 639
Valeurs Mobilières de Placement	58	58
Disponibilités	245 905	87 648
TOTAL DE L'ACTIF	2 655 770	2 351 933

BILAN PASSIF (en milliers de dirhams)		
PASSIF	31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres Part du Groupe	632 450	620 492
Capital	198 000	198 000
Prime d'émission	166 980	166 980
Réserves	255 409	239 809
Résultat net de l'exercice	12 105	15 758
Ecart de conversion	-44	-56
Intérêts Minoritaires	11 158	10 213
Capitaux Propres assimilés		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Passif Non Courant	1 061 362	946 411
Emprunts et Dettes Financières	1 004 674	893 114
Impôts Différés Passif	45 988	48 207
Provisions durables pour risques et charges	10 700	5 089
Passif Courant	950 799	774 817
Fournisseurs et Comptes Rattachés	193 058	234 046
Autres Dettes et Comptes de Régularisation	229 569	205 647
Autres provisions pour risques et charges	415	160
Trésorerie PASSIF	527 756	334 965
TOTAL DU PASSIF	2 655 770	2 351 933

Mandats des administrateurs dans d'autres Conseils d'administration

Monsieur Mohamed Hassan BENSALAH

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
HOLMARCOM SA	Président Directeur Général
HOLMARCOM INSURANCE ACTIVITIES S.A	Président Directeur Général
HOLMARCOM FINANCE COMPANY S.A	Président Directeur Général
HOLMARCOM AFRICA FINANCIAL SERVICES S.A	Président du Conseil d'Administration
CPA S.A	Président Directeur Général
JNP S.A	Représentant permanent d'HOLMARCOM S.A
TAZERM SA	Président Directeur Général
YELLOWROCK S.A	Président Directeur Général
YELLOWROCK GENEVE	Président Directeur Général
MASS CEREALES AL MAGHREB S.A	Président Directeur Général
OMNIUM MAROCAIN D'INVESTISSEMENT - OMI S.A	Président Directeur Général
SOCIETE CHERIFIENNE DE PARTICIPATIONS S.A	Président Directeur Général
JAWHARAT CHAMAL S.A	Président Directeur Général
IMMOBILIERE MERIMA S.A	Président Directeur Général
REGIONAL AIR LINES S.A	Président du Conseil d'Administration
SOCIETE COMMUNE DE PARTICIPATION S.A	Président Directeur Général
SOMATHES S.A	Président Directeur Général
SOCIETE ORBONOR S.A	Président Directeur Général
LES TOURS BALZAC S.A	Président du Conseil d'Administration
JET-SET FLY J.S.F S.A	Président Directeur Général
LES CONSTRUCTIONS DE BOUSKOURA S.A	Président Directeur Général
LES EAUX MINERALES D'OULMES	Président Directeur Général
OULMES DRINKS DEVELOPMENT S.A	Administrateur
SOCIETE AFRICAINE DES BOISSONS ET EAUX MINERALES - SABEM	Administrateur
SENEGAL WATER&BEVERAGES COMPANY S.A	Administrateur
EAU TECHNOLOGIE ENVIRONNEMENT - E.T.E S.A	Administrateur
MASS JORDANIE POUR LE CIE S.A	Président Directeur Général
DENIA HOLDING S.A	Président du Conseil d'Administration
COMPTOIRE METALLURGIQUE MAROCAIN - CMM S.A	Président Directeur Général
SMART COMPOSITE COMPAGNY S.A	Administrateur
ATLANTA S.A	Président Directeur Général
ATLANTA NO VIE COTE D'IVOIRE S.A	Président du Conseil d'Administration
SANAD S.A	Président Directeur Général
TAKAFULIA ASSURANCES S.A	Président du Conseil d'Administration
NAJMAT AL BAHR S.A	Président Directeur Général
AIR ARABIA MAROC S.A	Président du Conseil d'Administration
WOLMARDEV	Administrateur
SOCIETE AGRICOLE MIMONA	Administrateur
BERDIL CAPITAL	Administrateur

BISCOLAND	Président Directeur Général
HOLMARCOM OVERSEAS CONSULTING DWC-LLC (DUBAI)	Directeur Général
AKWA AFRICA	Administrateur
CIH BANK	Administrateur
BMCI	Membre conseil de surveillance
CIMR	Administrateur
CGEM	Administrateur
BOURSES DES VALEURS DE CASABLANCA	Administrateur
FONDATION MOHAMED VI	Administrateur
FONDATION MOHAMED V POUR LA SOLIDARITE	Administrateur
CASA FINANCE CITY	Administrateur
CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	Administrateur
FEDERATION MAROCAINE DES SOCIETES D'ASSURANCES ET DE REASSURANCE	Président
FONDATION ABDELKADER BENSALAH - HOLMARCOM	Vice - Président

Madame Latifa Bensalah Nee El Moutarajji

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
FONDATION ABDELKADER BENSALAH - HOLMARCOM	Présidente
HOLMARCOM SA	Vice Présidente
CPA S.A	Administrateur
JNP S.A	Administrateur
TAZERM SA	Administrateur
YELLOWROCK S.A	Administrateur
MASS CEREALES AL MAGHREB S.A	Administrateur
OMNIUM MAROCAIN D'INVESTISSEMENT - OMI S.A	Administrateur
SOCIETE CHERIFIENNE DE PARTICIPATIONS - SOCHEPAR S.A	Administrateur
JAWHARAT CHAMAL S.A	Administrateur
SOCIETE COMMUNE DE PARTICIPATION S.A	Administrateur
SOMATHES S.A	Administrateur
SOCIETE ORBONOR S.A	Administrateur
JET-SET FLY J.S.F S.A	Administrateur
LES CONSTRUCTIONS DE BOUSKOURA S.A	Administrateur
MASS JORDANIE POUR LE CIE S.A	Administrateur
COMPTOIRE METALLURGIQUE MAROCAIN - CMM S.A	Administrateur
LES EAUX MINERALES D'OULMES S.A	Administrateur
SANAD S.A	Administrateur
NAJMAT AL BAHR S.A	Administrateur

Madame Miriem Bensalah CHAQROUN

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
HOLMARCOM SA	Administrateur
SOCIETE CHERIFIENNE DE PARTICIPATIONS - SOCHEPAR S.A	Administrateur
SOMATHES S.A	Administrateur
JET-SET FLY J.S.F S.A	Administrateur
LES CONSTRUCTIONS DE BOUSKOURA S.A	Administrateur
OULMES DRINKS DEVELOPMENT S.A	Présidente Directeur Général
SOCIETE AFRICAINE DES BOISSONS ET EAUX MINERALES - SABEM	Administrateur
SENEGAL WATER&BEVERAGES COMPANY S.A	Présidente du Conseil d'Administration
EAU TECHNOLOGIE ENVIRONNEMENT - E.T.E S.A	Administrateur
FONDATION ABDELKADER BENSALAH - HOLMARCOM	Administrateur
RENAULT	Administrateur
SUEZ	Administrateur
UNIVERSITE AL AKHAWAYN	Membre du C.A
CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	Membre du Conseil
CENTRE MAROCAIN DE MEDIATION BANCAIRE	Membre du C.A
"CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE "	Membre du Conseil
GROUPE ECO-MEDIAS	Administrateur
CARE INTERNATIONAL MAROC	Administrateur
ASSOCIATION DES FEMMES CHEFS D'ENTREPRISES DU MAROC (AFEM)	Administrateur
SOCIETE AGRICOLE MIMONA	Administrateur
BERDIL CAPITAL	Administrateur

Monsieur Karim Chiouar

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
HOLMARCOM SA	N/A
HOLMARCOM INSURANCE ACTIVITIES S.A	Administrateur
HOLMARCOM FINANCE COMPANY S.A	Administrateur
HOLMARCOM AFRICA FINANCIAL SERVICES S.A	Administrateur
SOCIETE AGRICOLE MIMONA	Président du Conseil d'Administration
JNP S.A	Président du Conseil d'Administration
RADIO PLUS S.A	Président du Conseil d'Administration
SNACK FOOD MAROC S.A	Président du Conseil d'Administration
LES TOURS BALZAC S.A	Représentant permanent d'HOLMARCOM S.A
REGIONAL AIR LINES S.A	Représentant permanent d'HOLMARCOM S.A
SMART COMPOSITE COMPAGNY S.A	Administrateur

MASS JORDANIE POUR LE CIE S.A	Administrateur
MASS CEREALES AL MAGHREB S.A	Administrateur
JAWHARAT CHAMAL S.A	Administrateur
SOMATHES S.A	Administrateur
OULMES DRINKS DEVELOPMENT S.A	Administrateur
DENIA HOLDING S.A	Administrateur
SOCIETE COMMUNE DE PARTICIPATION S.A	Administrateur
ATLANTA S.A	Administrateur
SANAD S.A	Administrateur
NAJMAT AL BAHR S.A	Administrateur
PEACOCK S.A	Représentant permanent d'HOLMARCOM S.A
YELLOWROCK S.A	Représentant permanent d'HOLMARCOM S.A
CPA S.A	Représentant permanent d'HOLMARCOM S.A
ATLANTA NON VIE CI S.A	Représentant permanent d'HOLMARCOM S.A
AIR ARABIA MAROC S.A	Représentant permanent de Régional Air Lines S.A
SOCIETE ORBONOR S.A	Représentant permanent de SOCHEPAR S.A
OULMES S.A	"Représentant permanent de la Société OMNIUM MAROCAIN D'INVESTISSEMENT S.A"
BERDIL CAPITAL	Président du Conseil d'Administration
BISCOLAND	Administrateur
DENIA IVOIRE S.A	Président du Conseil d'Administration
MASS CEREALES SENEGAL S.A	Président du Conseil d'Administration
SENEGAL WATER & BEVERAGES COMPANY S.A	Administrateur
TAKAFULIA ASSURANCES S.A	Administrateur
MUTANDIS MOTO SCA	Membre conseil de surveillance
WOLMARDEV	Administrateur
CIH	Administrateur
NEBETOU FUND	Membre conseil de surveillance

Monsieur Jalal Bencheikroun

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
ATLANTA	Directeur Général
LES EAUX MINERALES D'OULMES w	REPRÉSENTANT PERMANENT D'ATLANTA
ATLANTA COTE D'IVOIRE NON VIE S.A	Représentant permanent d'ATLANTA
TAKAFULIA ASSURANCES S.A	Membre du CA
HOLMARCOM AFRICA FINANCIAL SERVICES	Membre du CA
HOLMARCOM INSURANCE ACTIVITIES	Membre du CA

